

2 **Éditorial**

Diego Bischof

Parents, le dernier mot vous revient

Vous êtes parent. Chaque matin, vous prenez des dizaines de décisions pour vos enfants : ce qu'ils mangent, ce qu'ils lisent, les limites que vous posez, les valeurs que vous leur transmettez. Vous veillez sur leur sommeil, vous séchez leurs larmes, vous les grondez parfois et vous les encouragez quand ils doutent. Aucun diplôme ne vous a habilité. Vous le faites parce que vous les aimez et parce que vous êtes responsable d'eux. Cette responsabilité, vous ne l'avez pas reçue de l'État ou d'un expert autoproclamé. Elle est inscrite dans la nature, dans le lien même qui vous unit à votre enfant. Elle est aussi vieille que l'humanité.

Si cette responsabilité paraît aller de soi, c'est qu'elle repose sur quelque chose de très ancien. La famille est la première institution de l'humanité, et la plus tenace. Avant l'État, avant l'école, avant toute bureaucratie, il y a un père, une mère, et des enfants. La famille est le lieu où se transmet ce qui fait tenir une société : la langue, les mœurs, le sens du réel, l'amour incarné dans les gestes quotidiens. Elle est, aussi, le lieu d'une autonomie que les sociétés libres ont toujours reconnue et protégée, parce qu'elles savaient que la vitalité d'un peuple dépend de la solidité de ses familles.

L'intrusion

Or, cette autonomie est aujourd'hui contestée. Des courants idéologiques, agissant par le truchement d'institutions internationales, d'administrations zélées et de relais militants, se targuent de savoir mieux que les parents ce qui est bon pour leurs enfants. L'un des terrains les plus préoccupants de cette intrusion concerne ce que l'on appelle la « transition de genre ».

De quoi s'agit-il ? Des enfants et des adolescents, souvent en proie aux incertitudes normales de leur âge, sont encouragés, parfois dès l'école, à se concevoir comme appartenant à un autre sexe que le leur. Des protocoles médicaux lourds leur sont ensuite proposés : bloqueurs de puberté, hormones de synthèse, et dans certains cas des chirurgies irréversibles, dont l'ablation d'organes génitaux ou de poitrines saines. Ces traitements peuvent entraîner la stérilité définitive, une dépendance hormonale à vie et des atteintes somatiques durables. Autrement dit, des adolescents qui n'ont pas fini de grandir risquent de perdre la capacité de fonder un jour leur propre famille.

On mesure la gravité de ce qui se joue : l'intégrité physique d'enfants qui n'ont pas achevé leur développement psychique. Or, la science médicale elle-même commence à tirer la sonnette d'alarme.

En février 2026, l'American Society of Plastic Surgeons, principale organisation professionnelle de chirurgie plastique aux États-Unis, a pris position après un examen approfondi de la littérature scientifique. Son constat est sans appel : les données sur les bénéfices à long terme de ces traitements



Les parents sont les premiers protecteurs de l'intégrité physique et morale de leurs enfants.

chez les mineurs sont faibles et très incertaines ; les preuves invoquées reposent sur des études de petite taille, sans groupes de contrôle solides. Les risques, eux, sont bien identifiés et les dommages souvent irréversibles. L'organisation recommande de différer toute chirurgie dite « d'affirmation de genre » avant l'âge de 19 ans, au nom de la prudence médicale et de la protection des jeunes patients. Ce document n'émane pas de militants, mais de chirurgiens confrontés quotidiennement aux conséquences de ces actes.

Le mouvement de prise de conscience s'étend. Au Royaume-Uni, la prescription de bloqueurs de puberté aux mineurs est désormais interdite, et la Tavistock Clinic, principale institution spécialisée, a été fermée à la demande du service national de santé après des plaintes de patients devenus adultes. En Scandinavie, des restrictions similaires ont été adoptées. La Cour suprême des États-Unis a reconnu le droit des parents à refuser que leurs enfants soient exposés à la propagande idéologique en milieu scolaire.

La situation en Suisse

Et en Suisse ? Le mouvement va dans le sens contraire. Depuis 2022, un enfant de douze ans peut changer de sexe à l'état civil, indépendamment de son sexe biologique, alors qu'au même âge, la loi le considère comme incapable de consentir à un contrat ou d'acheter une bière. Des cantons élaborent des législations qui, sous couvert d'interdire les « thérapies de conversion », tendent à empêcher les médecins de faire preuve de la prudence la plus élémentaire face à un adolescent en questionnement. À Genève, un projet de loi prévoit des amendes pouvant atteindre 100 000 francs contre les praticiens qui oseraient temporiser ou déconseiller un traitement dit « affirmatif ». Le médecin serait autorisé à évaluer, mais seulement si son évaluation ne ralentit pas la trajectoire « d'affirmation de genre ». Ce n'est plus de la régulation : c'est de l'intimidation. Le message est limpide : soutenez, ou taisez-vous !

Dans ce climat, ceux qui posent des questions sont aussitôt étiquetés, accusés de « désinformation » ou de « transphobie ». Le mécanisme est connu : on disqualifie le contradicteur pour éviter de répondre à ses arguments. Mais les parents qui s'informent, qui s'interrogent, qui refusent de livrer leurs enfants à des expérimentations hasardeuses ne sont ni extrémistes ni désinformés. Ils voient clair et font ce que des parents ont toujours fait : protéger leurs enfants.

Car le vrai danger n'est peut-être pas l'idéologie elle-même, mais le silence qu'elle impose. Il règne aujourd'hui, dans l'espace public, un conformisme pesant qui tient lieu de vertu. On se tait par prudence, on acquiesce par fatigue, on renonce à questionner de peur de subir le discrédit. Ce silence arrangerait tout le monde s'il n'avait pas un prix : ce sont les enfants qui le paient, lorsque plus personne n'ose dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

Le courage d'être parent

Fonder une famille est une aventure magnifique. Élever des enfants, les voir grandir, leur apprendre à marcher dans le monde : il n'y a pas de mission plus noble ni plus exigeante. Cette mission implique une responsabilité que personne ne devrait pouvoir confisquer, ni un courant idéologique, ni une administration, ni un programme politique. Les parents sont les premiers protecteurs de l'intégrité physique et morale de leurs enfants. Cette conviction n'est pas réactionnaire : elle est le fondement même de toute société humaine digne de ce nom.

Des associations existent pour défendre cette conviction. Non pas contre des personnes ou des minorités, mais pour les familles. Pour leur droit de s'informer, de transmettre et d'avoir, concernant leurs enfants, le dernier mot. Face aux pressions, il n'y a qu'une réponse : le courage de ceux qui savent pourquoi ils se battent.

Texte **Diego Bischof**,
Vice-président Collectif Parents Suisse